

Les articles ci-dessous régissent le Crédit Immobilier avec les conditions particulières du crédit immobilier consenti par BforBank à l'Emprunteur et sont complétés par les Conditions Générales de BforBank. En cas de stipulations différentes entre les Conditions Générales de BforBank et celles de la présente Convention, les stipulations ci-dessous prévalent.

DECLARATION GENERALE ET DEFINITIONS

L'**Emprunteur**, déclare qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre général ou contractuel à la conclusion des présentes par suite notamment de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, liquidation judiciaire, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous sauvegarde de justice, tutelle de majeur ou curatelle ou tout autre motif et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

- «**le Prêteur**» désigne BforBank,
- «**l'Emprunteur**» désigne, selon le cas, l'**Emprunteur** unique ou les co-emprunteurs en cas de pluralité d'emprunteurs,
- «**Caution**» désigne Crédit Logement, organisme de caution mutuelle, dont BforBank est adhérente, et auprès duquel elle bénéficie d'une garantie au titre du Crédit Immobilier,
- «**Assurance Emprunteur**» désigne l'assurance souscrite par l'Emprunteur qui doit obligatoirement couvrir les risques décès invalidité pour obtenir un prêt immobilier de BforBank.
- «**Compte de prélèvement**» désigne le compte dont l'Emprunteur ou les Emprunteurs sur lequel l'**Emprunteur** a donné un mandat au **Prêteur** pour le prélèvement des sommes dues au titre de l'exécution du Contrat de Crédit Immobilier et le cas échéant de l'assurance Emprunteur distribuée par BforBank. La validité du mandat et sa prise d'effet sont subordonnées à la prise d'effet du contrat du Prêt Immobilier.
- «**Espace de Suivi**» désigne l'espace personnel mis à disposition par BforBank aux **Emprunteurs** au sein duquel se déroule l'ensemble des étapes et suivi de la mise en place de l'opération de financement demandée par l'Emprunteur.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- A fournir les garanties prévues aux présentes;
- A payer les frais, droits et indemnités auxquelles pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les sommes correspondantes sur le compte que l'**Emprunteur** aura désigné dans un mandat de prélèvement;
- A souscrire à une assurance multirisques-habitation;
- A justifier l'origine des fonds en cas de remboursement anticipé du prêt réalisation du prêt.

RÉALISATION DU PRÊT

La réalisation du prêt par la libération des fonds interviendra à partir de la conclusion du contrat principal :

- Pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- Pour les rachats de créances, à partir de la formalisation du rachat du crédit octroyé par un autre établissement bancaire situé en France. Un décompte à date provenant de l'établissement dont le crédit est racheté devra être fourni.

Et s'effectuera, sous réserve :

- De la souscription par l'**Emprunteur** d'une assurance-emprunteur répondant aux conditions minimum exigées par le **Prêteur** et d'en avoir justifié auprès de ce dernier.
- Du versement de l'apport personnel de l'**Emprunteur** exigé par le **Prêteur** et de ceux à provenir des autres sources de financement prévues.

Le déblocage des fonds interviendra :

- Pour une acquisition, au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- Pour un rachat de prêt, au moyen d'un chèque de banque adressé à l'établissement bancaire bénéficiaire du rachat dont le prêt est racheté.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur**, dans le cadre d'un mandat SEPA de prélèvement, autorise BforBank à prélever sur le compte désigné, toute somme exigible au titre du Crédit Immobilier (le montant des frais, du capital, des intérêts, des intérêts intercalaires, frais et commissions liés aux garanties, ...) ainsi que les primes

d'assurance si l'Assurance Emprunteur distribuée par BforBank a été souscrite par l'**Emprunteur**.

L'**Emprunteur** veillera à alimenter au préalable son Compte de Prélèvement à hauteur des montants qui seront prélevés. A cet effet, les emprunteurs s'engagent à maintenir tout au long du prêt une autorisation de prélèvement sur un compte bancaire ouvert en France dont ils sont les titulaires.

ABSENCE DE NOVATION – CONTRE -PASSATION

Dans le cas où le **Prêteur** et l'**Emprunteur** sont en relations de compte, ils reconnaissent l'autonomie du contrat de prêt, et ils conviennent expressément d'exclure la créance issue du contrat de prêt de tout mécanisme de compensation qui pourrait être reconnu audit compte. Il en résulte notamment que :

- Si le prêt est mis à disposition sur le compte de l'**Emprunteur**, cette mise à disposition n'opère aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affecte en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt,
- Si une opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** au titre du prêt a pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**,

Ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe «TAUX DES INTERETS DE RETARD» ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le **Prêteur** notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance. Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant.

IMPUTATION DE PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur les intérêts puis sur la partie du prêt non garantie lorsque les garanties du prêt ne couvrent qu'une partie du prêt.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité :

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'**Emprunteur** engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette dénomination.

Indivisibilité en cas de décès :

La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément au paragraphe 5 de l'article 1221 du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX ANNUEL EFFECTIF GLOBAL

Le taux effectif global est déterminé conformément aux articles L. 314-1 et suivants du Code de la consommation, en ajoutant aux intérêts les frais obligatoirement liés à l'octroi du Crédit Immobilier et notamment les primes d'assurance obligatoires, les frais de dossier et les frais de constitution de la garantie auprès de la Caution. Ces frais sont mentionnés aux Conditions Particulières dans « COUT DU CREDIT ».

CONDITIONS AFFECTANT LA CONCLUSION DU CONTRAT

Il est précisé, notamment, les conditions suivantes :

CONDITIONS SUSPENSIVES

Le prêt sera conclu sous la condition suspensive de l'octroi de chacun des prêts auxquels l'**Emprunteur** a eu recours afin de réaliser l'opération envisagée par lui. Cette disposition ne s'applique toutefois qu'aux prêts dont le montant est supérieur à dix pour cent du crédit total,

- toute modification des conditions d'obtention du prêt, notamment le montant ou le taux du crédit, donne lieu à la remise à l'**Emprunteur** d'une nouvelle offre préalable.

CONDITIONS RESOLUTOIRES

L'offre est toujours acceptée sous les conditions résolutoires suivantes :

- L'absence de conclusion, dans un délai de quatre mois à compter de son acceptation, du contrat pour lequel le prêt est demandé (article L. 313-36 du Code de la consommation).

L'**Emprunteur** devra dans ce délai, justifier de la conclusion dudit contrat.

Dans le cas où le contrat principal n'est pas conclu, le **Prêteur** pourra réclamer à l'**Emprunteur** des frais d'étude s'élevant à 0,75% du montant du prêt, sans pouvoir excéder la somme prévue à l'article R. 313-22 du Code de la consommation.

- L'exactitude des déclarations écrites de l'**Emprunteur** relatives à ses revenus, ses dettes, son patrimoine.
- L'absence d'inscription de l'**Emprunteur** au Fichier national des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) et au Fichier Central des Chèques (FCC) ou de l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel, traitement de surendettement ou de faillite personnelle.
- La non-survenance d'évènements venant entraîner une modification substantielle de la situation financière de l'**Emprunteur** concernant ses revenus et ses charges, ses dettes et son patrimoine sur la base desquels l'offre de prêt a été émise par BforBank.

Si l'**Emprunteur** n'était pas accepté par l'**Assureur** au titre du contrat groupe Assurance Décès Invalidité proposé par le **Prêteur**, le contrat pourrait être résolu de plein droit sans aucun frais ni pénalité, soit sur simple demande de l'**Emprunteur**, présentée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'acceptation, soit à l'initiative du **Prêteur** par lettre recommandée adressée à l'**Emprunteur**.

CONSEQUENCES DES CONDITIONS SUSPENSIVES ET RESOLUTOIRES

Le prêt ne sera définitivement conclu qu'après constatation de la réalisation des conditions suspensives et de la non-réalisation des conditions résolutoires.

ASSURANCE EMPRUNTEUR IMMOBILIER BFORBANK

L'**Emprunteur** peut souscrire auprès de l'**Assureur** de son choix une assurance dans les conditions fixées aux articles L. 313-30 et L. 313-31 du Code de la consommation.

Le **Prêteur** a souscrit un contrat d'assurance de groupe destiné à garantir ses emprunteurs.

Il a été remis à chaque personne ayant sollicité son adhésion à ce contrat un exemplaire de la notice d'information sur l'assurance, document précisant notamment les différents risques assurables et leurs modalités de mise en œuvre et dont un exemplaire est annexé à l'offre de prêt.

Sous réserve de l'acceptation par l'**Assureur**, l'assurance prend effet à la date de signature de l'offre de prêt immobilier par l'**Emprunteur**. Toutefois, la prise d'effet est reportée à la date de notification par l'**Assureur** de son accord au **Prêteur** lorsque celle-ci survient postérieurement à la signature de l'offre de prêt.

La prise d'effet de l'assurance entraîne le prélèvement des primes d'assurances, indépendamment de la date de mise à disposition des fonds du crédit. L'**Assuré** est soit l'**Emprunteur** soit, si l'**Emprunteur** est une personne morale, la personne physique désignée dans le contrat d'assurance. Le choix des personnes à assurer, dirigeants ou associés de la personne morale, est laissé à l'appréciation de l'**Emprunteur**.

L'**Assuré** ou l'**Emprunteur** personne morale, s'oblige à régler, en sus des échéances du prêt, les primes qui lui seront réclamées par le **Prêteur**, au taux fixé par l'**Assureur**.

Jusqu'à la signature de la présente offre de prêt, l'**Assuré** ou l'**Emprunteur** peut souscrire une assurance auprès d'un autre **Assureur** de son choix présentant un niveau de garantie équivalent au contrat d'assurance groupe proposé par le **Prêteur**. Le **Prêteur** notifiera sa décision d'acceptation ou de refus de ce contrat à l'**Assuré** et lui adressera, s'il y a lieu, la présente offre de prêt modifiée dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Quel que soit le contrat d'assurance souscrit initialement, l'**Assuré** peut demander, dans un délai de douze mois à compter de la signature de l'offre de prêt, la substitution de ce contrat, par un autre contrat présentant un niveau de garantie équivalent au contrat d'assurance groupe proposé par le **Prêteur**. L'**Assuré** notifiera au **Prêteur** sa demande de substitution au plus tard quinze jours avant le terme de la période de douze mois susmentionnée.

L'**Assuré** dispose également, d'un droit de résiliation annuel du contrat d'assurance en envoyant une lettre recommandée à l'**Assureur** au moins deux mois avant la date anniversaire dudit contrat (le cachet de la Poste faisant foi). Lorsque l'assurance est exigée par le **Prêteur** dans les Conditions Financières et Particulières de la présente offre de prêt, l'**Assuré** devra alors proposer au **Prêteur** un nouveau contrat présentant un niveau de garantie équivalent au contrat d'assurance groupe proposé par le **Prêteur**.

Dans tous les cas de demande de résiliation ou de substitution, l'**Assuré** devra produire au **Prêteur** une proposition de nouveau contrat d'assurance comprenant la notice d'information (ou conditions générales) avec ses références, les conditions particulières (ou tout autre document équivalent) indiquant les options souscrites et les éventuelles limites de garantie, le coût total des garanties exigées et le coût par période - selon la périodicité de paiement - de ce contrat (coûts exprimés en euros sur la durée totale du prêt). Le **Prêteur** dispose d'un délai de dix jours ouvrés à partir de la réception de la proposition de contrat accompagnée de l'ensemble des éléments visés ci-dessus pour notifier à l'**Assuré** sa décision d'acceptation ou de refus.

En cas d'acceptation du nouveau contrat d'assurance par le **Prêteur**, la résiliation du contrat d'assurance prendra effet au plus tôt 10 jours après la réception par l'**Assureur** de la décision du **Prêteur** ou à la date de prise d'effet du nouveau contrat accepté en substitution par le **Prêteur** si elle est postérieure. Dans le cadre de l'exercice par l'**Assuré** de sa faculté de résiliation annuelle, la résiliation du contrat d'assurance prendra effet au plus tôt à la date anniversaire de son contrat d'assurance.

L'acceptation du nouveau contrat d'assurance par le **Prêteur** donnera lieu à une modification du contrat de prêt par voie d'avenant après réception des informations définitives transmises par l'**Assureur**. En cas de refus par le **Prêteur**, le contrat d'assurance n'est pas résilié.

CAUTION CREDIT LOGEMENT

Le crédit immobilier consenti par le **Prêteur** est soumis (sauf accord dérogeatoire du **Prêteur**) à l'accord de cautionnement de Crédit Logement. L'accord de cautionnement de Crédit Logement accompagné du Règlement du Fonds Mutuel de Garantie a été remis avec l'offre de prêt et sera tenue à disposition des Emprunteurs, tout au long du prêt, dans espace client BforBank.

PROMESSE D'AFFECTATION HYPOTHECAIRE

L'**Emprunteur** s'engage à consentir à ses frais, à toute demande et au bénéfice du **Prêteur** ou du garant, une affectation hypothécaire en rang utile sur le bien objet des présentes, pour garantie des sommes qu'il sera susceptible de devoir au **Prêteur** ou au garant.

ASSURANCE DES BIENS

L'**Emprunteur** s'engage à souscrire à une assurance multirisques-habitation auprès de la compagnie d'assurance de son choix. Cette assurance devra garantir le bien financé par le Prêt Immobilier pour une valeur de reconstruction à neuf de ce bien au jour du sinistre. L'assurance multirisques-habitation devra à minima couvrir les risques suivants : incendie, explosion de toute nature, chute d'objet ou d'arbre, catastrophe naturelle, inondation. L'**Emprunteur** devra maintenir cette assurance pendant toute la durée du Prêt Immobilier et en justifier à chaque fois que BforBank en fera la demande.

DECHEANCE DU TERME EXIGIBILITE DU PRESENT PRET

En cas de survenance de l'un quelconque des cas de déchéance du terme visés ci-après, le **Prêteur** pourra se prévaloir de l'exigibilité immédiate du présent prêt, en capital, intérêts et accessoires, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire et après mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours :

- en cas de défaillance dans le remboursement des sommes dues en vertu du/des prêts du présent financement,
- si les fonds ne sont pas employés conformément à l'objet du présent financement,
- en cas de décès de l'**Emprunteur**, sauf paiement par l'assureur des prestations après survenance de l'événement couvert par l'assurance souscrite par l'**Emprunteur**, et à défaut d'un engagement indivisible et solidaire des héritiers à rembourser le/les prêts du présent financement conformément au(x) tableau(x) d'amortissement,
- si, pour une raison quelconque imputable à l'**Emprunteur**, la ou les sûretés réelles ou personnelles consenties en garantie du/des prêt(s) du présent financement n'était(ent) pas régularisée(s) ou venait(ent) à disparaître,
- en cas de manoeuvres frauduleuses ou dolosives, notamment en cas de fausse déclaration ou omission intentionnelle sur la situation personnelle, professionnelle, patrimoniale ayant servi de base à l'octroi du présent financement à l'**Emprunteur**,
- si le bien donné en garantie a été aliéné en totalité ou en partie, ou s'il a fait l'objet d'une saisie ou d'une location en infraction aux conditions d'octroi du présent financement,
- non-respect des stipulations relatives à l'assurance multirisques-habitation,
- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, en cas d'accomplissement de tout acte susceptible de diminuer la valeur du bien objet du présent financement, d'aliénation par l'**Emprunteur** ou d'inscription d'hypothèque conventionnelle sur ledit bien sans accord préalable du prêteur sauf à ce que l'**Emprunteur** propose une garantie sur un autre bien de valeur équivalente acceptée par le **Prêteur**.

DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR**DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR SANS DECHEANCE DU TERME**

En cas de défaillance de l'**Emprunteur**, le **Prêteur** pourra ne pas exiger le remboursement immédiat du capital restant dû ; celui-ci produira alors de plein droit, à compter du jour du retard, un intérêt majoré de 3 points qui se substituera au taux d'intérêt annuel pendant toute la période du retard.

DEFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR AVEC DECHEANCE DU TERME

En cas de déchéance du terme, le **Prêteur** pourra exiger le remboursement immédiat du capital restant dû majoré des intérêts échus mais non payés. Jusqu'à la date du règlement effectif, les sommes restant dues produiront un intérêt de retard à un taux égal à celui du prêt. En outre, une indemnité égale à 7% des sommes dues (en capital et en intérêts échus) sera demandée par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**.

Aucune somme autre que celles mentionnées dans les deux cas ci-dessus ne pourra être réclamée par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**, à l'exception cependant des frais taxables entraînés par cette défaillance.

INSCRIPTION AU FICHIER NATIONAL DES INCIDENTS DE REMBOURSEMENT DES CREDITS AUX PARTICULIERS

Le **Prêteur** informe l'**Emprunteur** que conformément aux articles L 752-1 et suivants du Code de la Consommation, en sa qualité d'Etablissement de Crédit, il est tenu de déclarer à la Banque de France les incidents de paiement caractérisés liés aux crédits accordés aux personnes physiques pour des besoins non professionnels. Ces informations sont inscrites dans le Fichier des Incidents Caractérisés de Paiement (FICP) accessible à l'ensemble des Etablissements de Crédit. Il convient de s'adresser à un guichet de la Banque de France pour communication des données conservées au FICP.

TRAITEMENT DE L'OPERATION DE RACHAT

Lorsque le Prêt objet de la présente offre est destiné au rachat d'un autre prêt consenti par une banque concurrente, est d'un montant supérieur au montant total du rachat effectivement renseigné sur le décompte de la banque concurrente le différentiel sera traité ainsi :

■ Lorsque ce montant est supérieur ou égal à trois échéances du prêt consenti par BforBank, l'**Emprunteur** accepte par les présentes que ce montant soit utilisé pour procéder à un remboursement anticipé partiel à hauteur de ce différentiel, et ce sans frais.

■ Lorsque ce montant est inférieur à trois échéances du prêt consenti par BforBank, le prêteur versera la totalité du montant du prêt objet de la présente offre à la banque concurrente, à charge pour cette dernière de verser le différentiel à l'**Emprunteur**.

Lorsque le Prêt objet de la présente offre est d'un montant inférieur au montant total du rachat effectivement renseigné sur le décompte de la banque concurrente, l'**Emprunteur** s'engage à verser le différentiel à BforBank par virement pour que le **Prêteur** puisse verser à la banque concurrente le montant exact figurant sur son décompte.

TRANSFERT DU PRET A UNE TIERCE PERSONNE

Le transfert du Prêt à une tierce personne ne sera envisagé par le **Prêteur** que dans le cas de la substitution d'un des co-Emprunteur par une tierce personne à condition que celle-ci obtienne l'agrément du **Prêteur**. La personne devra reprendre à sa charge toutes les obligations du prêt ainsi que les frais extérieurs occasionnés par le transfert. Des frais de dossier seront calculés sur la base de la tarification en vigueur au jour du transfert et seront pris à charge par la tierce personne.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CONFIDENTIALITÉ, PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le **Prêteur** s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les dispositions du Règlement Européen UE 2016/679, relatif à la protection des données, et plus globalement toute autre disposition en vigueur relative à la protection des données à caractère personnel et lui étant applicable.

L'**Emprunteur** est informé du fait que les données à caractère personnel recueillies par le Prêteur, lors de l'entrée en relation et ultérieurement :

- Sont utilisées par le **Prêteur** pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires, notamment ses obligations en matière de lutte contre la fraude, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'évasion fiscale (FATCA et CRS), interrogations et déclarations auprès des fichiers centraux, gestion de la clientèle fragile, détection, gestion et suivi des risques notamment par le biais de contrôles, gestion des titulaires décédés ou inactifs, contrôle des pièces, authentification du client
- Sont nécessaires à l'exécution de la convention, notamment la communication avec l'**Emprunteur**, l'instruction des demandes d'octroi de/des crédit(s) et gestion du/des crédit(s), la gestion des incidents, les notifications clients
- Sont nécessaires à la poursuite des intérêts légitimes du **Prêteur**, notamment pour l'enregistrement téléphonique et le suivi des communications avec l'**Emprunteur**, l'accompagnement dans le cadre de l'octroi de/des crédit(s) du **Prêteur**, le recouvrement du/des crédit(s), la gestion du risque et de l'outil d'autorisation, la réalisation d'études statistiques, la prospection et le ciblage autour des produits et services de l'**Emprunteur** et l'animation commerciale afin de permettre au **Prêteur** d'améliorer la qualité de ses produits et services ainsi que la satisfaction de ses clients.

L'outil d'autorisation est utilisé dans le cadre des demandes d'octroi du/des crédit(s) du **Prêteur**. Sur la base de cet outil, le **Prêteur** peut décider d'octroyer ou non le/les crédit(s). Cet outil se base sur les informations fournies

par l'**Emprunteur**, la consultation des fichiers centraux et des paramétrages prédéfinis par le **Prêteur**. L'utilisation de cet outil entre dans le cadre de la politique globale de gestion du risque du **Prêteur** afin de s'assurer de la solvabilité de l'**Emprunteur**. Cet outil vient en appui de la décision d'octroi du/des crédit(s).

Le **Prêteur** est responsable du stockage, de l'accès et du traitement de ces données. L'**Emprunteur** autorise expressément le **Prêteur** à communiquer les données à caractère personnel nécessaires à ses prestataires ou partenaires (notamment les compagnies d'assurances dont le **Prêteur** distribue les contrats) pour la gestion de la relation client.

Dans ce cadre, les données à caractère personnel de l'**Emprunteur**, à l'occasion de diverses opérations liées à des nécessités de gestion interne, hors opérations bancaires et financières, peuvent faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne. Les transferts de données à caractère personnel de l'**Emprunteur** vers un pays hors Union Européenne ne se font que vers des pays ayant fait l'objet d'une décision d'adéquation de la Commission Européenne.

S'agissant plus spécifiquement des transferts de données à caractère personnel liées à des opérations bancaires et financières, ceux-ci sont réalisés dans le respect des différentes réglementaires et normes interbancaires qui leur sont applicables.

L'**Emprunteur** est également informé du fait que ses données à caractère personnel sont conservées par le **Prêteur** a minima pendant les délais légaux de conservation et/ou de prescription, soit par exemple :

- Pendant 5 ans à compter du remboursement du crédit,
- Pendant la durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription pour les éléments contractuels, et
- Pendant 10 ans pour les informations comptables au-delà de ces délais, le **Prêteur** a la possibilité d'effacer les données archivées de l'**Emprunteur**.

Les données non effacées pourront être mises à la disposition de l'**Emprunteur** à sa demande.

Le **Prêteur** et ses prestataires déclarent, en application de l'article L 511-33 du Code monétaire et financier, être soumis au secret professionnel à l'égard des données à caractère personnel concernant l'**Emprunteur**. Toutefois le secret pourra être levé à la demande de l'**Emprunteur** ou conformément à la loi, notamment sur requête des autorités de tutelle, administratives ou judiciaires.

L'**Emprunteur** peut exercer ses droits par une demande écrite, et en justifiant son identité, auprès du Délégué à la Protection des Données du Prêteur à BforBank - DPO a Tour Franklin, 100-101 terrasse Boieldieu, La Défense, 92042 Paris La Défense Cedex ou par mail à l'adresse mail cnil@bforbank.com.

L'**Emprunteur** peut à tout moment, après l'expiration des délais de conservation, demander l'effacement de ses données à caractère personnel conformément aux présentes.

L'**Emprunteur** peut également exercer à tout moment sur ses données à caractère personnel son droit d'accès, droit de rectification, droit à la limitation des données, droit à la portabilité et droit d'opposition conformément aux présentes, et dans les conditions et limites prévues par les articles 15 à 21 du Règlement Européen UE 2016/679, relatif à la protection des données.

Dans le cadre de son droit de rectification, l'**Emprunteur** peut modifier directement certaines informations dans son espace Client ou en contactant le Service Relation Client du **Prêteur**. Pour toute donnée à caractère personnel de l'**Emprunteur** non modifiable par ces moyens, le Client peut en demander la rectification, le cas échéant sur présentation de justificatifs.

Dans le cadre de son droit à la limitation des données, l'**Emprunteur** peut demander au **Prêteur** de limiter temporairement les traitements réalisés sur ses données pour l'un des motifs évoqués à l'article 18 du Règlement Européen UE 2016/679, relatif à la protection des données.

Dans le cadre de son droit à la portabilité, l'**Emprunteur** peut demander au **Prêteur** de lui transmettre les données à caractère personnel le concernant qu'il a fourni au **Prêteur** et conservée par celui-ci. L'**Emprunteur** peut également demander à ce que le **Prêteur** envoie directement ces données à caractère personnel à un autre responsable de traitement, auquel cas l'**Emprunteur** doit fournir au **Prêteur** les coordonnées du destinataire et le mode de transmission sécurisé sélectionné par celui-ci.

Dans le cadre de son droit d'opposition, l'**Emprunteur** peut demander à s'opposer, sans frais, à ce que les données à caractère personnel le concernant soient utilisées à des fins de prospection commerciale ou à des fins statistiques par le **Prêteur** (hors traitements ayant pour base juridique le fonctionnement des produits et services fournis par la banque, ou une obligation légale ou réglementaire), dans son espace Client.

En cas de réponse non satisfaisante ou d'absence de réponse du Prêteur dans les délais réglementaires, l'**Emprunteur** peut déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Si l'**Emprunteur** souhaite obtenir communication des entretiens téléphoniques enregistrés, il doit en faire la demande écrite auprès du Délégué à la Protection des Données de BforBank - DPO a Tour Franklin, 100-101 terrasse Boieldieu, La Défense, 92042 Paris La Défense Cedex ou par mail à l'adresse mail cnil@bforbank.com.

LEVÉE DU SECRET BANCAIRE VIS-A-VIS DE CREDIT LOGEMENT

L'**Emprunteur** autorise expressément le **Prêteur** à informer crédit logement de tous faits portés à sa connaissance et qui seraient de nature mettre le recouvrement de la créance en péril.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son siège social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif qui devra impérativement se situer en France.